

# L'absolu

## Indépendance de la Bretagne

Le 29 mars dernier, le Royaume-Uni fait ses adieux à l'Europe et marque le lancement du "Brexit". En France, cela pourrait aujourd'hui encourager les idées indépendantistes des régions à fortes valeurs culturelles. En Bretagne, l'indépendance est au coeur du projet politique des partis autonomistes, comme l'Union Démocratique Bretonne (UDB), l'un des partis régionaux les plus importants en France métropolitaine, qui est représenté depuis 2012 par un député à l'Assemblée nationale.

Au même titre que les Corses, mais aussi les Basques, les Alsaciens, les Martiniquais, etc., les partis autonomistes bretons, fortement opposés à la domination française et à la centralisation des pouvoirs, déplorent la perte identitaire bretonne, en blâmant la République qui se veut trop unitaire. Les langues régionales ne sont pas reconnues, mais au contraire stigmatisées comme des entraves au progrès, ce qui aurait pour conséquence que dans une vingtaine d'années, le breton pourrait ne plus exister comme langue vivante. Ces mouvements luttent contre le monopole politique et économique du gouvernement français, qui impose un modèle de développement néfaste à la culture bretonne (agriculture productiviste nuisible à l'environnement, entrave au développement local, aspiration des jeunes vers les autres métropoles...)

Mais qu'en pense la population bretonne ? En février 2013, la revue "Bretons" a publié un sondage sur l'indépendance de la Bretagne dans lequel seulement 18% des sondés étaient pour l'indépendance (chiffre proche de celui d'un autre sondage paru quelques années auparavant sur Ouest-France, qui était de 20%). Ces sondages sont intéressants, car tout en validant les idées des partis identitaires, ils semblent cependant témoigner d'une certaine impopularité de ces derniers. En effet, 48% des sondés se sentent d'abord français, contre 37% qui se revendiquent Bretons avant tout. Seuls 31% des sondés ont répondu correctement à une question sur l'histoire de la Bretagne, ce qui semble témoigner de l'effacement de la culture bretonne. Les partis autonomistes ne doutent pas de la responsabilité de la République. Il faut noter tout de même que selon les sondages, 58% de la population serait favorable à un enseignement généralisé de la langue bretonne à l'école.

Les Bretons sont fiers de l'être, fiers de leurs racines et de leur culture, qu'ils aiment partager, comme en témoigne notamment, lors de n'importe quel grand événement en France ou à l'étranger, la présence habituelle du "Gwenn-ha-du", célèbre drapeau de la Bretagne, symbole de la contestation, de la solidarité et de l'appartenance à la région. Pourtant, peu d'entre eux sont prêts à suivre les partis politiques indépendantistes, par crainte de l'extrémisme et parce qu'ils pensent que cette vision de la société n'est pas réaliste.



Mais au fait, est-ce vraiment envisageable ?

Il y a peu de chance pour que la Bretagne puisse survivre à son indépendance, et ce pour des raisons majoritairement économiques. En 2014, la Bretagne avait un PIB de 119 milliards d'euros, soit 25738 € par habitant. Même si cela la place en Europe entre l'Espagne et la Catalogne, son PIB est près de deux fois inférieur à celui de la France. Comment la Bretagne ferait-elle pour survivre sans les subventions françaises qui ont permis sa modernisation ? Son agriculture et sa pêche, de plus en plus concurrencées par la Chine, les États-Unis et les pays émergents, ne suffiraient pas. À ces problèmes économiques, viendraient probablement se rajouter des querelles entre les principales grandes villes bretonnes, ne serait-ce que sur le choix d'une capitale ou la réintégration de Nantes dans l'État nouvellement constitué.

Même si tout cela est très loin d'être réalisable, cela nous fait réfléchir sur l'écrasement et la domination de Paris et de la France sur les minorités, et sur cette République "unie et indivisible" qui ne laisse que peu de place aux différentes cultures jusqu'à les faire disparaître.

## Relations internationales : Trump à l'assaut

Cela fait maintenant 3 mois que Donald Trump est président des États-Unis d'Amérique, et sa politique étrangère suscite de nombreux débats. Un de ses slogans de campagne, "America first" (l'Amérique d'abord), résume bien la situation.

À cause de sa politique migratoire ou de ses décisions concernant certains accords internationaux qu'il souhaite annuler, Trump a terni les relations dans de nombreux pays comme la Chine, le Mexique, la France ou l'Allemagne. Concernant l'Union européenne, il soutient d'ailleurs qu'elle est amenée à disparaître. Mettant en avant la préférence nationale, le président Trump souhaite diminuer fortement son implication financière et militaire dans les opérations de maintien de la paix hors des USA, en annonçant des coupes budgétaires significatives. Il prévoit également de revenir sur les accords internationaux concernant notamment l'Accord de Paris sur le climat, les discriminations contre les femmes et les droits de l'Enfant. Durant sa campagne, il a jugé l'OTAN obsolète, prétendant qu'elle ne luttait pas efficacement contre le terrorisme.

Sous la présidence d'Obama, les relations avec la Russie ont été très tendues, tandis qu'au début de son mandat, Donald Trump a semblé rétablir le dialogue avec le président Poutine. Cependant, le bombardement à l'arme chimique d'un village tenu par les rebelles syriens, imputé au régime de Bachar Al-Assad soutenu par Moscou, a fait basculer ces relations. Le 6 avril dernier, en représailles, Trump décide contre toute attente, et sans aucun mandat de l'ONU, d'envoyer des avions américains frapper une base de l'armée syrienne. Qualifiant les frappes américaines "d'agression contre un État souverain", la Russie craint à présent "des conséquences très graves pour la stabilité régionale et internationale".

C'est dans ce contexte explosif, que Trump, à peine deux jours plus tard, Trump décide d'envoyer un porte-avion dans la péninsule coréenne, afin de dissuader le leader nord-coréen de poursuivre ses essais nucléaires. Le régime de Kim Jong-Un a réagi, parlant de "provocations militaires imprudentes [qui] rapprochent la péninsule coréenne de la guerre nucléaire".

Toutes ces décisions sur la scène internationale contredisent ses prises de position quand il était encore dans l'opposition et ses discours de campagne, et ne permettent pas de prévoir ce qu'il va faire à l'avenir. La question qui se pose est de savoir s'il saura se raisonner pour ne pas finir par mettre le feu aux poudres...



## Les médias à l'attaque de Youtube

Édito

Ah Youtube, cet eldorado qui permet en toute liberté à un amateur avec peu de moyens, mais beaucoup d'imagination, de réaliser et de diffuser des vidéos et d'obtenir de plus gros scores d'audience que certaines chaînes de télévision.

D'après un sondage du groupe "Defy media", 84% des jeunes Américains entre 13 et 34 ans regardent des vidéos sur Youtube, alors que seulement 62% d'entre eux regardent la télévision. Ajoutez à cela une plus grande concurrence des entreprises qui diffusent films et séries télévisées 24H/24 sur internet, comme Netflix qui est suivi par 66% selon ce même sondage, et vous obtenez une télévision de moins en moins populaire, surtout auprès des jeunes.

C'est dans ce contexte, que le 11 février 2017, Pewdiepie, le youtubeur possédant le plus grand nombre d'abonnés sur la plateforme, fait une vidéo pour dénoncer l'absurdité d'un site, "fiverr", sur lequel des personnes proposent des services, tout et n'importe quoi, en échange de 5 dollars. Afin de démontrer ce que les gens sont prêts à faire pour un peu d'argent et ainsi se moquer du capitalisme, il amène les gens à dire des choses extrêmement antisémites contre 5 dollars et intègre les images dans une vidéo. Le 14 février, le Wall Street Journal sort un article qui accuse le youtubeur d'être antisémite et nazi. Le journal contacte alors Disney (qui collaborait avec Pewdiepie) et fait rompre le contrat qui les liait.

En réponse, après s'être excusé auprès de ceux qu'il aurait offensés, Pewdiepie se défend en critiquant les médias et en soulevant notamment le problème des titres aguicheurs des journaux sur internet. Bien trop souvent, le titre, pour être accrocheur, est provocateur et déforme les faits pour rendre l'article plus attrayant. C'est un problème, car de nombreuses personnes regardent uniquement le titre sans cliquer sur l'article. Le youtubeur pointe du doigt le fait que, à chaque fois que les médias font référence à lui, ils donnent systématiquement une estimation de son salaire, ce qui le rend méprisable et le place comme un profiteur du système. Ils ne mentionnent jamais, par contre, comment il a levé plus de 3 millions d'euros pour différentes associations, comme "(RED)" ou "Save the childrens".

«C'était une attaque des médias pour tenter de me discréditer, d'essayer de diminuer mon influence et ma valeur économique». «Les anciens médias n'aiment pas les personnalités d'internet parce qu'ils ont peur de nous. Nous avons tellement d'influence, une voix importante et je ne pense pas qu'ils comprennent. C'est pour cela qu'ils gardent cette approche ». Cette vision des choses, relayée par Pewdiepie, a le goût d'une théorie du complot, mais quand on regarde les faits, on se demande pourquoi les médias s'impliquent autant dans sa discréditisation. On assiste ainsi à ce qui semble être une guerre économique entre les médias classiques et les youtubeurs.

Au mois de mars 2017, le Wall Street Journal (encore lui), publie un article dans lequel il accuse Youtube de monétiser des vidéos avec du contenu raciste. Il montre des screenshots d'une vidéo raciste sur laquelle apparaissent des publicités, et avertit les annonceurs : voulez-vous vraiment que votre image soit associée à du contenu raciste ? Suite à cela, de gros annonceurs boycottent Google et retirent leurs publicités. Cette décision semble brutale et disproportionnée, puisqu'il s'agissait d'une seule vidéo. Aucune recherche de solutions n'a été proposée, aucune discussion n'a été possible avec annonceurs.

Cela ne date pas d'hier. En septembre 2016, Youtube changea son algorithme, et devint plus strict en ce qui concerne la monétisation, afin d'avoir un Youtube "family friendly", qui puisse convenir à toute la famille. Ainsi, les vidéos liées à la guerre, à la politique ou aux tragédies (vaste sujet), même si aucune image sensible n'apparaît, seront désormais censurées économiquement. Cela limite donc la diffusion des vidéos de politique ou d'histoire, et pénalise ceux qui veulent analyser l'information ou transmettre le savoir, d'autant plus que Youtube, sans véritables concurrents dans le modèle actuel, se place plutôt du côté des annonceurs que de celui des créateurs. Cela arrange également les journaux, car s'il y a moins d'annonceurs sur Youtube, il y en aura peut-être plus sur leurs sites.

Youtube, en censurant une partie de la pensée critique, perd peu à peu la liberté de création qui a fait son succès à ses débuts, au profit de parts de marché.

Mael Delambily

## Jérôme Jarre, une action vraiment utile ?

2 millions de dollars, c'est la somme incroyable qu'a réussi à lever Jérôme Jarre, vénézien français bien connu des réseaux sociaux, au profit de la Somalie. Cet argent lui a permis d'envoyer, le 27 mars dernier, un avion rempli de 60 tonnes de vivres, à distribuer à cette population qui connaît une famine sans précédent. Avec l'aide des Somaliens de l'association ARC, la "Love Army" a pour l'instant fourni plus de 240 tonnes de nourriture et plus de 300 000 litres d'eau, et la distribution se poursuit dans les villages isolés de la Somalie.

Dans un tweet posté le 30 mars, il appelle pourtant à "repenser les actions humanitaires" : "envoyer de la nourriture par avion pour aider un peuple n'est pas une idée intelligente", ajoutant qu'il est préférable de soutenir l'économie locale. Malgré cette mise au point témoignant d'un esprit critique envers ses propres actions, cela n'a pas empêché le magazine "Slate" d'accuser Jérôme Jarre de faire du "marketing de l'innocence" dans le but d'augmenter sa popularité.

Au-delà de la polémique, cette action — qui démontre une fois de plus la très grande puissance des réseaux sociaux — aura évidemment été bénéfique pour la Somalie, puisqu'en donnant un coup de projecteur sur la situation préoccupante du pays, elle aura permis, notamment à de jeunes internautes mais aussi aux médias, de ne plus ignorer, dans tous les sens du terme, cette crise humanitaire qui met en danger de mort plus de 20 millions de personnes en Afrique de l'Est.